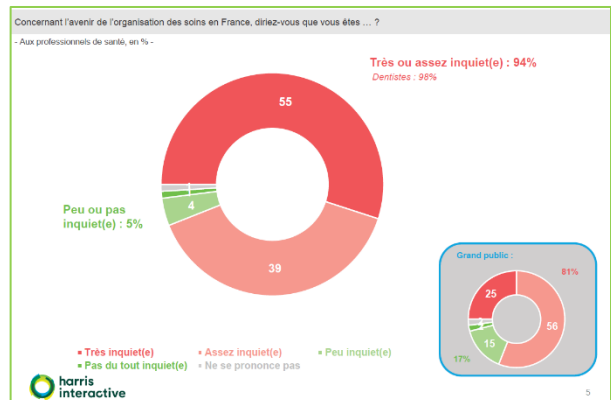


Que retenir de cette enquête ?

- Les professionnels libéraux de santé font part d'une inquiétude importante touchant à la fois leur activité mais également le secteur de la santé en général, un constat partagé avec les Français.
- Cette inquiétude se nourrit d'une remise en cause des réformes adoptées jusqu'alors, ainsi que de l'incapacité perçue de la part des responsables politiques à faire évoluer dans le bon sens le système de santé.
- Dans ce contexte, les professionnels préconisent davantage l'adoption de mesures améliorant la qualité des soins en eux-mêmes, plutôt que leur financement ou leur organisation. Les Français auprès desquels les professionnels libéraux de santé disposent d'une image très positive se focalisent sur les enjeux d'accessibilité, notamment géographique.

- Les professionnels libéraux de santé se montrent très sévères concernant l'avenir de l'organisation des soins en France, 94% se disant inquiets, et même plus de la moitié « très inquiets » (55%). Ce pessimisme concerne également le grand public qui à 81% partage cette opinion, néanmoins avec une intensité moindre (25% de « très inquiets »). Notons que les professionnels libéraux se montrent légèrement moins pessimistes lorsqu'il s'agit d'évaluer l'avenir de leur propre activité libérale, même si les perceptions négatives sont largement majoritaires, 85% partageant leur inquiétude dans ce cas (et 52% une forte inquiétude).

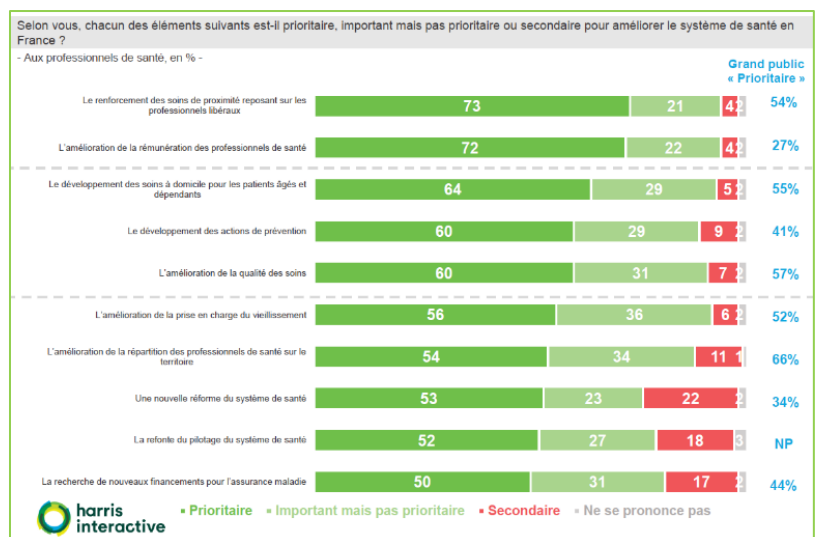


- Conformément à ce constat peu positif, **aucune des réformes mises en place pour améliorer le système de santé français n'est jugée majoritairement efficace par les professionnels**. Dans le détail, seules la mise en place du DPC et l'instauration de la couverture maladie obligatoire pour tous les salariés bénéficient d'une évaluation positive de la part de 4 professionnels sur 10 (respectivement jugées efficaces par 41% et 40% d'entre eux).

A l'inverse, ces derniers émettent de profonds doutes sur la création du dossier médical personnel informatisé (25%) et plus encore sur la Loi de modernisation de la santé (10%). **L'efficacité de la mise en place du tiers payant chez les professionnels de santé est également mise en cause (25%)**. Notons que cette mesure ne constitue pas un critère décisif des Français lorsqu'ils doivent consulter (6%), du moins secondaire au regard d'autres facteurs tels que **la compétence et la notoriété (28%) ou l'accessibilité géographique (25%) ou encore le fait de pouvoir être pris en charge rapidement (26%)**.

- Pour répondre à leur inquiétude, **les professionnels de santé préconisent quelques évolutions qu'ils qualifient de prioritaires, portant d'abord sur l'amélioration des soins en tant que tels, avant des mesures portant sur le financement ou l'organisation des structures / des acteurs de santé**.

A ce titre, mise à part l'amélioration de la rémunération des professionnels de santé (72%, une proposition à laquelle les Français attribuent un degré de priorité moindre, 27%), ils appellent principalement de leurs vœux le renforcement des soins de proximité reposant sur les professionnels libéraux (73%), ainsi que le développement des soins à domicile (64%), le développement des actions de prévention et l'amélioration des soins en général (60%).

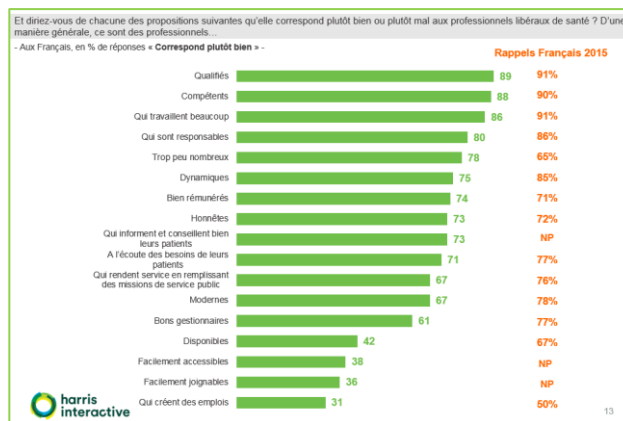


Dans une moindre mesure, près d'1 sur 2 estime prioritaire une nouvelle réforme, voire une refonte du pilotage du système de santé.

A l'autre extrémité de l'échelle, **les professionnels libéraux de santé considèrent comme étant moins prioritaire le développement des maisons de soins pluridisciplinaires (26%), des hôpitaux publics (39%) ou de l'hospitalisation privée (24%).**

Les Français partagent des attentes concernant un meilleur accès aux soins qui reposent toutefois sur des modalités sensiblement différentes de celles mises en avant par les professionnels.

Ils plébiscitent en premier lieu **une meilleure répartition des professionnels de santé (66% contre 54% pour les professionnels), le renforcement des soins de proximité reposant sur les professionnels libéraux (54% contre 73% pour les professionnels).** Notons ici que malgré la **bonne image dont disposent les professionnels libéraux de santé** auprès des Français (85%, et même 17% « une très bonne image ») et la reconnaissance **de nombreuses qualités** (« qualifiés » selon 89% d'entre eux, « compétents » pour 88%, « travailleurs acharnés » pour 86%, etc.), seuls **42% des Français estiment qu'ils sont disponibles, 38% qu'ils sont facilement accessibles et 36% qu'ils sont facilement joignables.**



Dans ce contexte, notons que les Français, loin devant le développement des **hospitalisations privées** (14%) et de **l'e-santé** (13%), insistent davantage sur **la nécessité de développer des hôpitaux publics** (59% « prioritaire »), une option jugée plus secondaire de la part des professionnels de santé interrogés.

- Si l'aspect financier apparaît en retrait de l'enjeu d'accessibilité, il cristallise également une part de critique non négligeable. Les Français émettent des réserves quant **au niveau du remboursement de leurs dépenses de santé**, certes jugé satisfaisant par 1 Français sur 2, mais, par définition, considéré comme insatisfaisant par l'autre moitié (49%). La **satisfaction vis-à-vis des complémentaires s'avère elle légèrement plus importante (66%)**, bien qu'un quart des Français s'en dise peu ou pas satisfait.

- A quelques mois de l'élection présidentielle de 2017, lorsqu'ils sont invités à s'exprimer librement sur la campagne², **les professionnels libéraux évoquent spontanément des thématiques de fond, et notamment la « santé »**, leur secteur professionnel, davantage que la « sécurité » ou le « travail ». De plus, ils appellent de leurs vœux un changement de politique, non sans rapport avec le regard désenchanté qu'ils portent sur la campagne électorale. Notons que **le Grand public s'arrête spontanément davantage sur la forme**, évoquant les « candidats » (« Hollande », « Sarkozy »...) et quelques formations politiques, avec, ici aussi, en filigrane une forme de désenchantement.



- Interrogés ensuite sur les **thématiques qu'ils jugent jusqu'à présent insuffisamment abordées par les candidats au cours de la campagne, professionnels comme Français s'accordent sur le constat d'une carence en propositions relatives à la santé (80% pour les premiers, 70% pour les seconds), à l'éducation, la formation, l'apprentissage selon ces deux publics (70% et 69%) ou encore aux retraites (65% et 67%)**. Notons qu'alors que les professionnels estiment davantage que les Français que la fiscalité constitue une thématique trop peu abordée (54% contre 49%), ils se montrent moins en attente de prises de position que ces derniers en ce qui concerne le pouvoir d'achat (55% contre 65%), le logement (48% contre 63%), l'emploi (46% contre 60%) et la sécurité (22% contre 34%).

² Questions posées en début de questionnaire afin de ne pas biaiser les réponses.

